

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 3 de l'ordre du
jour

Pour information

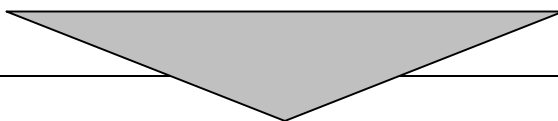


Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/3-D
20 septembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

APPROCHES PARTICIPATIVES

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Division des stratégies et des politiques (SP):	Mme D. Spearman	tel.: 066513-2600
---	-----------------	-------------------

Conseiller principal, SP:	Mme D. Hines	tel.: 066513-2233
---------------------------	--------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Le thème de la participation populaire a trouvé une dynamique considérable auprès des gouvernements, des organismes donateurs et des organisations internationales, et il est vigoureusement mis en avant dans le Plan d'action issu du Sommet mondial de l'alimentation (FAO, 1996). L'expérience a montré que l'ouverture à la société civile par le biais d'approches participatives est un préalable indispensable pour que les pauvres puissent infléchir par leurs connaissances, leurs compétences et leurs ressources les processus qui déterminent leur vie.

Toutefois, en dépit des mesures importantes mises en œuvre aussi bien par les organismes concernés que par les gouvernements, divers facteurs font obstacle à l'adoption des approches participatives, aux niveaux tant national que local. Ces facteurs sont notamment l'absence d'une politique nationale ou de cadres juridiques permettant de combattre la discrimination; l'effectif insuffisant des personnels qualifiés; les contraintes financières et temporelles; enfin, l'insécurité.

Le mandat du PAM stipule que le Programme "fera en sorte que ses programmes d'aide soient conçus et mis en œuvre sur la base d'une large participation populaire". Sont résumés ci-après les principes généraux qui gouvernent les approches participatives mises en œuvre par le PAM:

- La participation est un processus complexe qui connaît peu d'approches, de méthodes ou de principes universels. Le PAM estime donc qu'il importe de faire preuve de souplesse et de savoir élaborer des programmes adaptés aux situations et aux capacités locales.
- Le PAM vise à travailler avec les communautés pour accueillir les groupes les plus pauvres ou marginalisés dans ses programmes d'aide et pour renforcer leur représentation dans les structures communautaires. Le PAM plaide pour le droit des gens à faire entendre leur voix.
- La participation aux programmes du PAM responsabilise les femmes. Les programmes du PAM cherchent à dépasser les inégalités entre les sexes en permettant aux femmes de faire entendre leur voix.
- Le PAM s'efforce de favoriser la participation dans le cadre des opérations d'urgence, en allant au-delà du partage d'informations. L'expérience montre que les participants devraient être de plus en plus étroitement associés aux décisions qui les concernent, autant que la situation le permet.
- La participation ne doit pas être confinée aux actions au contact des communautés. Le PAM collabore avec les organismes de contrepartie pour établir des partenariats efficaces, par exemple dans les domaines du partage et de l'analyse des données, cherchant à faire naître le consensus sur l'application des critères de ciblage, et en suivant les conditions de sécurité, tant physique qu'alimentaire.

Le présent document donne des informations sur la manière dont le PAM rend opérationnels ces principes dans le cadre de ses programmes.

Projet de décision

Le Conseil prend note des informations contenues dans le présent document (WFP/EB.3/2000/3-D).



INTRODUCTION

1. En 1979, la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural a mis l'accent sur l'importance de la participation communautaire aux fins du développement humain. Elle a affirmé que "la participation populaire aux institutions et aux systèmes qui régissent la vie des gens est un droit de l'homme fondamental, et elle est aussi essentielle pour réajuster les pouvoirs politiques en faveur des groupes défavorisés et du développement économique et social"¹. Le thème de la participation populaire a trouvé une dynamique considérable auprès des gouvernements, des organismes donateurs et des organisations internationales, et a été vigoureusement réaffirmé dans le Plan d'action issu du Sommet mondial de l'alimentation (FAO, 1996).
2. Plus récemment, l'expérience a montré que l'ouverture à la société civile, par le biais des approches participatives, est un préalable indispensable pour que les pauvres puissent infléchir, par leurs connaissances, leurs compétences et leurs ressources, les processus qui déterminent leur vie. Selon la façon dont ces processus sont structurés, les plus pauvres peuvent être inclus et en bénéficier, ou en être exclus et se trouver marginalisés par le processus de développement, voire en devenir les victimes. Cela vaut particulièrement pour les femmes.
3. En dépit d'efforts significatifs, les différentes organisations comme les gouvernements recherchent encore les approches participatives concrètes et efficaces applicables aux opérations de secours, de relèvement et de développement. Plusieurs facteurs peuvent faire obstacle à l'adoption des approches participatives aux échelons national et local. Ces facteurs sont notamment l'absence d'une politique nationale ou de cadres juridiques permettant de combattre la discrimination; l'effectif insuffisant des personnels qualifiés; les contraintes financières et temporelles; enfin, l'insécurité. Tels sont les principaux obstacles que doit affronter le PAM.
4. Le présent document donne des informations sur la manière dont le PAM applique les approches participatives dans ses différentes catégories de programmes.

LE PAM ET LA PARTICIPATION—RAPPEL

Une idée commune de la participation

5. Auteurs et organisations peuvent utiliser les termes "participation" et "participants" dans des acceptions très différentes. Pour le PAM, le terme "participants" désigne des personnes ou des groupes qui influencent et/ou partagent la maîtrise des activités appuyées par l'aide alimentaire. Selon le contexte, il peut s'agir des bénéficiaires, des gouvernements nationaux et des pouvoirs locaux, des ONG, et d'autres partenaires encore. Le degré auquel les gens participent, influencent les décisions et y sont associés, ainsi que les processus dans le cadre desquels les gens participent sont spécifiques aux situations. Le PAM veille à ce que processus soit inclusif, fasse activement intervenir les structures communautaires représentatives, et ne soit pas discriminatoire à l'endroit des groupes marginalisés et des femmes.

¹ FAO. 1992. "La participation populaire dans le développement rural. Plan d'action de la FAO". FAO, Rome.



6. Quatre niveaux de participation, tels que définis ci-après, marquent les étapes principales du processus participatif.
 - partage de l'information selon un flux à sens unique;
 - consultation selon un flux d'information au moins bidirectionnel;
 - collaboration avec maîtrise partagée de la prise de décisions; et
 - responsabilisation avec transfert de la maîtrise des décisions et des ressources.
7. Le niveau de participation est fonction de la situation: au niveau le plus bas, des informations sont fournies, par exemple sur le calendrier et le programme de prestation de services, mais les gens n'ont qu'une emprise minimale sur la conception et l'exécution du programme. Plus souvent, les programmes sont conçus et mis en œuvre en consultation: les organismes intervenants proposent diverses options de programme aux participants, en pratiquant diverses approches participatives. Les participants font à leur tour connaître leurs points de vue et leurs priorités, par exemple leurs préférences alimentaires ou leurs inquiétudes pour ce qui est de leur sécurité, et ces éléments deviennent déterminants dans la conception du programme. En Angola, le PAM et ses partenaires ont débattu des questions de sécurité avec les personnes déplacées pour pouvoir assurer la livraison de l'aide alimentaire. Au niveau où ils exercent le plus d'influence, les participants apportent leurs ressources, par exemple leur expérience, leurs connaissances et leur main d'œuvre, interviennent à des niveaux élevés dans la prise de décisions, et gouvernent eux-mêmes leurs plans.
8. Le niveau de participation tend à augmenter à mesure que les situations se stabilisent. Au stade aigu des crises ou des situations d'urgence, la discussion avec les bénéficiaires et le partage de l'information peuvent être tout ce qu'il est possible de faire compte tenu des contraintes de temps et de sécurité, et parce qu'il faut en priorité sauver des vies. Toutefois, même aux premiers stades d'une opération d'urgence, poser certaines questions simples et écouter les réponses peut avoir des effets déterminants pour le succès du programme. En Afghanistan par exemple, des évaluations des besoins d'aide alimentaire d'urgence ont été faites au moyen des outils d'évaluation rurale participative (ERP). Un élément d'information inattendu recueilli à l'occasion d'entretiens en groupes a permis de se rendre compte que, l'hiver, les moulins à eau utilisés dans la région pour mouliner les céréales étaient immobilisés par le gel, ce qui limitait fortement la capacité de transformation, par les villageois, des produits d'aide alimentaire prévus. Pour y parer, le PAM a remplacé une part des céréales brutes qu'il projetait de distribuer par d'autres articles alimentaires, plus faciles à préparer.
9. Lorsque la situation d'urgence se stabilise, il peut être plus facile d'accroître la participation des intéressés, et il devient d'ordinaire plus facile de travailler avec les instances représentatives de la communauté et de les renforcer. La stabilité accrue ouvre la possibilité d'intégrer la participation de la communauté dans le processus de relèvement, qui aide les communautés à se reconstruire et à renforcer la cohésion communautaire et la confiance en soi. La stabilité permet à terme aux participants de devenir des décideurs responsables, qui déterminent activement le choix des activités et des services, et en tirent de plus grands avantages du fait qu'ils endossent des risques accrus. L'enjeu est de développer la participation progressivement, les participants devenant graduellement auteurs des décisions et maîtres de l'utilisation des ressources. L'objectif est que les intéressés acquièrent la maîtrise des décisions qui affectent leur vie.



BILAN: LE PAM ET LA PARTICIPATION

L'engagement du PAM en faveur de la participation

10. La position du PAM en matière de participation est claire. Son mandat stipule que le Programme "veille à ce que ses programmes d'aide soient conçus et mis en œuvre sur la base d'une large participation" et qu'il collabore avec tous les groupes concernés dans le cadre des activités appuyées par l'aide alimentaire. Les Engagements du PAM en faveur des femmes affirme en outre la vocation du PAM de collaborer avec les gouvernements, les partenaires et les communautés pour répondre aux besoins alimentaires des pauvres et des affamés². Le premier des objectifs stratégiques de les Engagements du PAM en faveur des femmes place le Programme au-delà des objectifs de la plupart des autres organismes pour ce qui est de la participation à la mise en œuvre des programmes, et ouvre tous les stades de la programmation à une plus grande participation des femmes. Au titre de cet engagement, le PAM s'efforce de faire en sorte: i) que les femmes soient associées aux évaluations des besoins, au ciblage, à l'identification des activités et à leur mise en œuvre; ii) que l'attention aux questions de parité et à la participation soit institutionnalisée dans la nomination des personnels et dans les politiques d'évaluation des comportements professionnels; enfin iii) de travailler avec les ONG partenaires en vue d'adopter des mécanismes de planification, de ciblage et de distribution des produits alimentaires qui répondent aux besoins des femmes.
11. L'adoption des approches participatives, déjà inscrite dans le mandat du PAM et dans ses Engagements en faveur des femmes est encore précisé dans divers documents d'orientation et directives régissant les programmes de secours, de relèvement et de développement. Les documents visés sont notamment les suivants: orientations—Favoriser le développement (1999), De la crise au redressement (1998), et Partenariat avec les ONG (1999); et directives—Le PAM dans les situations d'urgence: cadre général, état de préparation et stratégie d'intervention (1996). Ces documents, et leur observation sur le terrain, favorisent la participation d'un large éventail d'acteurs, et soulignent combien il importe d'adapter le degré de participation au contexte. La politique consistant à favoriser le développement, en particulier, met l'accent sur la promotion de la participation des femmes et des autres groupes marginalisés, laquelle passe par la compréhension de leurs priorités, de leurs capacités et de leurs problèmes.

Participation, sécurité alimentaire et autodépendance

- La participation permet aux programmes du PAM de répondre aux objectifs de sécurité alimentaire avec plus de succès, grâce à une conception et à une mise en œuvre améliorées. Se fondant sur une saine compréhension des besoins des participants, les activités vivres-contre-travail (VCT) permettent d'améliorer la sécurité alimentaire en accroissant la production vivrière et en créant des possibilités d'emploi durable. Au Népal par exemple, des activités VCT comme la construction d'étangs de pisciculture, de sentiers muletiers et d'un moulin ont été identifiées par les comités de développement villageois et les groupes d'utilisateurs, dont certains étaient composés en totalité de femmes.

² En prenant des "mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et à la prise de décisions" (Objectif stratégique g.1, Engagements du PAM en faveur des femmes). PAM. Rome, 1996.



- Grâce à la participation, les individus peuvent acquérir des compétences et la confiance nécessaires pour améliorer leur situation sociale et économique. Au Bangladesh, la participation de femmes pauvres au Programme de génération de revenus en faveur du développement des groupes vulnérables s'est traduite par "une amélioration de la mobilité des femmes, de leur accès à sphère publique, et l'enrichissement de leur conscience personnelle et sociale"³.
- Le renforcement de la société civile au niveau local engendre la confiance entre les différents groupes. Les recherches suggèrent que là où la société civile est forte, le niveau des revenus, et donc dans la plupart des cas la sécurité alimentaire, s'en trouvent accrus⁴.
- Le renforcement de la société civile au niveau local contribue à la bonne gouvernance et à la représentativité sociale au niveau national. Il y a une forte corrélation entre la représentativité du gouvernement et la sécurité alimentaire⁵.

La participation en marche

12. Un bilan des opérations d'urgence, des interventions en faveur de réfugiés et de personnes déplacées (IPPD), et des programmes de développement indique que depuis 1995, environ 80 pour cent des documents précisent l'utilisation planifiée d'approches participatives. Le PAM a intégré des éléments de participation dans toutes les phases du cycle de programme: évaluations des besoins, ciblage, identification et exécution des activités, et suivi. Ce bilan fait aussi apparaître que les approches participatives ont été largement pratiquées dans des contextes divers, et qu'au fil des années s'est manifestée une tendance croissante à leur pratique effective, en particulier dans la phase de distribution et d'exécution. Une approche qui est de plus en plus employée consiste à confier à des comités locaux le ciblage et la distribution de l'aide alimentaire, ainsi que l'identification des activités créatrices d'actifs.
13. Tous les programmes de développement examinés mentionnent au moins une certaine application des techniques participatives pour leur conception ou leur exécution. Dans les opérations d'urgence et les IPPD, les techniques participatives ont été utilisées principalement pour la distribution et le suivi, mais dans une moindre mesure pour l'évaluation des besoins et le ciblage. En conclusion, cet examen montre que le PAM commence à appliquer plus systématiquement les approches participatives, quoique leur portée soit encore limitée. Le défi est désormais d'intensifier et d'élargir l'application de ces approches dans les activités de secours, de relèvement et de développement.

La participation à l'action de développement

14. La participation de toutes les parties prenantes à la conception et à l'exécution des programmes peut permettre de combler les lacunes des stratégies traditionnelles de développement rural, tant descendantes qu'ascendantes, qui n'ont ni les unes ni les autres produit de réussite sans ombre dans la lutte contre la pauvreté. Faute de structures

³ Mancusi-Materi, E., 2000. "Food aid for Social Development in Post-Conflict Situations" *Development* 43:3 Société de développement international, Rome.

⁴ Narayan, D. et Pritchett, L. 1997. "Cents and Sociability: household income and social capital in rural Tanzania". Banque mondiale, polycopié. Washington, D.C. Knack, S. et Keefer, P. 1997 "Does social capital have an economic pay-off? A Cross-country investigation." *Quarterly Journal of Economic*, novembre 1997.

⁵ Dreze, J. et Sen, A. 1989. "Hunger and Public Action". OUP. New York. Smith, L. et Haddad, L. 2000. "Overcoming Child Malnutrition in Developing Countries, Past Achievements and Future Choices. Food, Agriculture and the Environment"—Discussion Paper 30. IFPRI. Washington, D.C.



organisationnelles leur permettant de hiérarchiser et de faire connaître leurs besoins, les plus pauvres ont tendance à être isolés et souvent mal servis par les processus de planification de type descendant⁶, dont le résultat peut être des activités non pertinentes pour les pauvres, et qui ignorent leurs capacités et leurs compétences.

15. D'autre part, une approche strictement ascendante est rarement capable de répondre aux priorités des plus pauvres. Sans un certain degré de centralisation, il est difficile de réaliser des économies d'échelle, et réciproquement une approche strictement ascendante ne permet en général pas aux pauvres d'accéder aux mécanismes de soutien dont a besoin le développement durable.
16. Une troisième approche associe la planification descendante et la planification ascendante en faisant participer activement les communautés à l'action des autres parties prenantes qui contribuent à déterminer les processus qui affectent la vie des pauvres. De manière générale, les programmes régionaux et nationaux qui ont réellement bénéficié aux pauvres ont été le fruit d'efforts concomitants dans les deux sens⁷. L'accent placé sur une participation aussi large que possible de tous les acteurs rapproche la prise de décision des pauvres, femmes et hommes, en décentralisant le pouvoir et en appuyant les organisations représentatives de la société civile. L'accent placé sur l'écoute et la responsabilisation des groupes marginalisés suppose un changement profond des modes de pensée, pour tenir compte du fait que ce sont précisément ces groupes qui sont généralement exclus par la plupart des processus de développement.
17. La participation élargie permet d'assurer que les actifs créés au moyen de l'aide alimentaire sont appropriés et recherchés par les victimes marginalisées de l'insécurité alimentaire, et permet en même temps au PAM de tirer avantage des ressources et des compétences endogènes dans la conception et l'exécution des programmes. Les activités qui répondent aux véritables attentes des pauvres ont davantage de chances de générer des actifs qui seront entretenus. Grâce à leur participation aux activités vivres-contre-travail, les femmes ont leur mot à dire dans l'identification et la réalisation des actifs qui leur seront directement utiles. Bref, la participation élargie est la clef d'un développement efficace et durable.
18. Lors de la définition d'un programme de développement, l'évaluation des capacités des participants importe autant que l'inventaire des besoins. Cette évaluation est une manifestation de respect pour les compétences, l'expérience et les savoir-faire des intéressés, et permet le cas échéant de se dispenser d'importer des produits ou des structures de gestion. La simple reconnaissance des compétences locales et leur mise à profit, en renforçant les capacités existantes de prise de décision, de gestion, de distribution et de production peut permettre d'aider les communautés à opérer la transition de la dépendance vis-à-vis de l'aide vers l'autonomie. Dans nombre de pays, comme l'illustre l'exemple de l'Inde ci-après, la participation aux activités appuyées par le PAM a été la voie qui a permis à des personnes marginalisées d'acquérir des qualifications qui leur ont permis de trouver de nouveaux moyens d'existence.

Dans ses activités de développement tribal en Inde, le PAM favorise la participation des communautés tribales par le truchement de la microplanification. Les participants choisissent des activités culturellement compatibles et productives pour diversifier leurs moyens d'existence, par exemple la formation des femmes à l'apiculture et à la

⁶ PAM. 1998. "Participation: aller à la rencontre des pauvres". L'heure du changement est venu: aide alimentaire et développement". PAM, Rome.

⁷ Uphoff, N. 1986. "Assisted Self-Reliance: Working with, rather than for, the Poor" dans Lewis, J.P. (ed.) "Strengthening the Poor: What have we learned". Overseas Development Council. Washington DC.



pisciculture. Par ailleurs la participation des structures locales d'administration des *Panchayati Raj* aux activités appuyées par l'aide alimentaire a contribué à développer leurs capacités de conception et d'exécution.

La participation dans les situations d'urgence

19. L'expérience du PAM a montré que les approches participatives sont aussi appropriées dans les situations d'urgence qu'elles le sont dans les actions de développement. Toutefois les contraintes qui sont caractéristiques des situations d'urgence peuvent être très différentes de celles que rencontrent les programmes de développement. En général, la participation, dans les situations d'urgence, a tendance à se limiter à la consultation des bénéficiaires au sujet de leurs besoins, plutôt que de confier à ceux-ci la maîtrise du programme. Une évaluation générale des réponses apportées à la famine de 1998 dans le sud du Soudan suggère qu'il est crucial que la communauté participe et apporte ses idées à chacune des étapes du processus de secours⁸. Le PAM et les autres organismes qui sont intervenus ont constaté que même des niveaux relativement faibles de participation des bénéficiaires dans les situations d'urgence permettent d'améliorer le ciblage, de s'assurer que les besoins réels sont satisfaits, de réduire au minimum les pertes et les détournements de produits, de réduire les risques pour la sécurité, et de diminuer les coûts opérationnels. La participation communautaire réduit la dépendance, et elle est le moyen décisif qui permet aux bénéficiaires de dépasser les expériences traumatiques et de retrouver la confiance en soi⁹.

Au Burundi, dans un contexte de sécurité très précaire, il était devenu de plus en plus difficile pour les femmes d'assurer l'approvisionnement en vivres de leur ménage, à tel point que 70 pour cent des femmes ont pu être identifiées comme vulnérables. Le PAM a aidé à mettre en place quelque 250 associations de femmes, et les a appuyées par des formations aux activités productives et aux rudiments de l'arithmétique, ainsi que par des médiations lorsque des conflits divisaient les associations. Ces associations ont choisi des activités et soumis des propositions au PAM visant des activités de production, agricoles, éducatives et environnementales selon une procédure simplifiée. Une fois ces activités approuvées, un accord était signé avec l'association. Cette approche a permis aux femmes de mettre à profit leur connaissance de l'économie locale pour choisir et gérer des activités viables. Outre qu'elles ont acquis de nouvelles compétences, les femmes ont pris confiance en elles-mêmes en prenant conscience du rôle important qu'elles jouent au sein de leur ménage et dans la communauté.

20. En 1997, une réunion du personnel de terrain du PAM en poste dans la Corne de l'Afrique a affirmé l'importance et la pertinence de la participation dans les interventions d'aide alimentaire d'urgence. Il a été largement convenu qu'il est possible, dans la plupart des situations d'urgence complexes, de consulter les femmes et les hommes au sujet de leurs priorités et de leurs capacités. Il a également été convenu que dans ces situations, la

⁸ Equipe spéciale mixte SPLM/SRRA-OLS sur le ciblage et les vulnérabilités, cité dans Ntatta, P. 1999. "Participation by the Affected Population in Relief Operations: A Review of the Experience of DEC Agencies during the Response to the 1998 Famine in Southern Sudan". ALNAP. Londres.

⁹ Apthorpe, A. & Atkinson, P. 1999. "Towards shared social learning for humanitarian programmes". ALNAP. Londres.



participation doit être introduite de manière progressive et par paliers, en commençant dans les phases initiales par le dialogue et la discussion.

21. Le tableau 1, qui est basé sur l'expérience du PAM dans le sud du Soudan, montre comment la participation s'est développée au fur et à mesure du déploiement de l'opération, et comment une participation renforcée peut jeter les bases du relèvement et du développement.

TABEAU 1: LA PARTICIPATION ET LA TRANSITION ENTRE SECOURS ET DÉVELOPPEMENT				
Etape	Urgence aiguë	Transition 1	Transition 2	Développement
Groupes de bénéficiaires	➤ affectés par la crise	➤ affectés par la crise	➤ affectés par la crise ➤ insécurité alimentaire chronique	➤ groupes de population ou zones chroniquement affectés par l'insécurité alimentaire ➤ groupes à haut risque
Activités	➤ distribution générale de produits d'aide alimentaire	➤ distributions ciblées de produits d'aide alimentaire ➤ activités répondant aux besoins de base: vivres, abri et eau	➤ distributions ciblées de produits d'aide alimentaire ➤ vivres pour formation ➤ vivres-contre-travail ➤ activités à faible coefficient d'intrants: banques de céréales/semences ➤ soins de santé primaire	➤ vivres pour formation ➤ création d'actifs communautaires à l'appui d'une sécurité alimentaire plus durable ➤ protection des terres ➤ réduction des effets des catastrophes ➤ alimentation scolaire
Techniques assurant la participation des bénéficiaires	➤ écoute des bénéficiaires ➤ faire en sorte que les intéressés comprennent le programme appuyé par l'aide alimentaire	➤ partage de l'information ➤ participation des comités à l'évaluation et au ciblage ➤ prise de décision limitée et responsabilités limitées	➤ renforcement des processus participatifs ➤ contributions des participants ➤ conseils techniques accrus ➤ prise de décisions accrues et responsabilités accrues	➤ contributions et participation plus grandes de la communauté ➤ contributions de partenaires ➤ prise de décisions ➤ transfert de la maîtrise



TABLEAU 1: LA PARTICIPATION ET LA TRANSITION ENTRE SECOURS ET DÉVELOPPEMENT				
Etape	Urgence aiguë	Transition 1	Transition 2	Développement
Conformité aux normes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ efficacité de la logistique ➤ atteindre ceux qui en ont besoin 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ atteindre les groupes cibles ➤ comprendre les priorités et apprécier les capacités 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ structures communautaires représentatives ➤ renforcement des capacités ➤ normes techniques plus élevées 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ structures communautaires représentatives ➤ entretien des actifs ➤ recouvrement des coûts ➤ responsabilisation

Formation et outils

22. Le PAM utilise plusieurs approches participatives et a élaboré une série de programmes de formation qui présentent et renforcent l'utilisation des techniques participatives. Des progrès considérables ont été accomplis dans les domaines des sexospécificités et de la participation. Depuis l'an dernier, 120 agents de terrain du PAM et de ses partenaires ont été formés à l'analyse des sexospécificités, aux techniques participatives et au suivi de la participation, en appliquant les directives relatives au "suivi et à l'évaluation ventilés par sexes sur la base des techniques d'ERP". Le tableau 2 récapitule les outils actuellement utilisés par le PAM.



TABLEAU 2: MÉTHODES ET OUTILS PARTICIPATIFS UTILISÉS DANS LES PROGRAMMES DU PAM	
Outil	Définition
<i>Enquête d'appréciation</i>	Méthode de structuration des débats pour permettre aux participants de prendre en compte les forces de leur situation actuelle, et de définir une stratégie permettant de mettre à profit ces forces pour atteindre des buts collectifs.
<i>Cartographie communautaire</i>	Demander aux personnes, en tant que groupes ou individus, de dessiner des cartes d'une zone. Outre que cette technique permet de recueillir des informations sur les caractères géographiques, le site et la distribution des ressources, la topographie et les infrastructures, elle permet aux gens de montrer quels éléments de leur environnement importent pour eux, et comment ils conçoivent les rapports entre ces différents éléments.
<i>Analyse des champs de forces</i>	Cet outil permet de prendre connaissance des contraintes et des ressources disponibles pour engendrer un changement individuel ou social. L'analyse des champs de forces consiste à demander au participant de créer deux images contrastantes, l'une du présent et l'autre d'un futur idéal. En prenant ces images pour point de départ, le participant est encouragé à examiner en quoi elles diffèrent, quelles sont les contraintes qui empêchent la situation de devenir idéale, et quelles ressources ou actions doivent être mises à contribution pour lever ces contraintes.
<i>Analyse de l'économie alimentaire des ménages</i>	Approche de l'évaluation des besoins alimentaires des ménages et du ciblage élaborée par le <i>Save the Children Fund</i> (Royaume-Uni) et le PAM, fondée sur l'observation des activités et des stratégies mises en œuvre par les pauvres pour se procurer des vivres et des ressources en espèces. Des méthodes et des outils participatifs, comme l'empilage proportionnel et les entretiens semi-structurés, sont utilisés pour connaître les définitions locales de la pauvreté, et quantifier les vivres et le revenu tirés des différentes sources.
<i>Évaluation rurale participative</i>	Appellation générique désignant toute une famille d'approches et de méthodes participatives qui mettent l'accent sur les connaissances locales et permettent aux gens du terroir de réaliser leurs propres évaluations, d'analyser les situations et de planifier leurs actions. L'ERP fait appel à l'animation et aux exercices de groupes pour faciliter la mise en commun de l'information, son analyse, et l'action commune entre les parties prenantes.
<i>Évaluation participative de la pauvreté</i>	Utilisation de techniques qualitatives spécifiques de recherche pour discerner les perceptions et les attitudes des pauvres. Ces évaluations contribuent à la compréhension de l'état global de pauvreté en complétant, en précisant ou en validant les résultats des analyses plus classiques basées sur les données d'enquêtes sur les ménages et les statistiques officielles.
<i>Empilage proportionnel</i>	Technique simple qui permet aux personnes qui savent mal manier les chiffres d'exprimer des proportions et de raisonner au sujet de situations socio-économiques relatives, par exemple la proportion de ménages pauvres dans une zone donnée, ou le revenu qu'elles tirent d'un travail salarié.
<i>Entretiens semi-structurés</i>	Entretiens menés sur un thème général de façon à permettre un flux bidirectionnel d'informations et d'opinions. Les questions ne sont pas normalement formulées par avance, mais résultent du cours de la discussion. Elles sont par ailleurs ouvertes, et permettent au répondant de justifier sa réponse. Les entretiens semi-structurés sont particulièrement commodes pour découvrir les opinions et les attitudes des gens.
<i>Analyse des parties prenantes</i>	Technique qui fait appel à différents outils d'ERP pour identifier les différents groupes de personnes, caractériser leurs priorités et leurs attitudes, et identifier les "bases communes" sur lesquelles les différents groupes peuvent collaborer.
<i>Horloge des vingt-quatre heures</i>	Manière de représenter visuellement comment les gens emploient leur temps. Comme une carte, cette horloge de vingt-quatre heures peut être très utile pour comparer les disponibilités en temps des femmes et des hommes lorsque l'on projette une activité à fort coefficient de temps, ou pour suivre l'impact qu'ont les activités sur la charge de travail et le temps disponible.



EQUILIBRAGE DES COÛTS ET DES AVANTAGES

23. Les éléments dont on dispose jusqu'ici suggèrent que le plus souvent, les avantages de la participation l'emportent sur ses coûts. La participation améliore le ciblage, le choix des activités et leur suivi, et rend les activités et leurs résultats plus durables; elle appuie les transferts de compétences et renforce la société civile. Quoique les études comparatives mettent en évidence des avantages, ainsi que plusieurs facteurs de coût (temps passé, effectif accru, formation du personnel et d'homologues) ou de risque, rares sont celles qui tentent de peser, quantitativement, les avantages et les coûts de la participation.
24. Lorsque l'on calcule les avantages et les coûts, il importe de tenir compte de ce qui suit:
- coûts d'investissement proportionnellement plus élevés au début, par exemple dans la formation;
 - dimension temporelle de la concrétisation des avantages—ceux-ci ne se manifestent souvent que dans un avenir relativement éloigné; enfin
 - difficulté de mesure d'un certain nombre d'avantages, par exemple autodépendance accrue, cohésion et stabilité de la communauté, ou situation économique des plus pauvres. Ces facteurs disqualifient l'analyse traditionnelle des projets et des investissements quand il s'agit d'évaluer certains des avantages de la participation.
25. S'il peut être coûteux d'adopter des approches participatives, en particulier dans les petits programmes, les économies d'échelle jouent dans le camp du PAM, puisque la plupart de ses programmes intéressent plusieurs communautés dans les zones sélectionnées, les personnes vivant dans des camps ou des communautés touchées par les conflits, qui sont le plus souvent regroupées dans un pays. Ainsi, les agents de terrain qualifiés travaillant avec des animateurs locaux peuvent couvrir plusieurs communautés en parallèle.
26. Le facteur temps et les coûts liés à l'approche participative sont souvent grossièrement surestimés, et ne correspondent en rien aux données d'expérience. Les coûts d'utilisation des méthodes et des outils participatifs dans le cadre du processus de ciblage, par exemple la réalisation d'une évaluation participative de la pauvreté, sont comparables à ceux d'une mission d'évaluation du PAM (trois à quatre personnes) faisant intervenir des consultants internationaux. L'approche de planification participative menée à l'échelon local qu'appuie le PAM en Ethiopie coûte, en gros, 6,5 dollars E.-U. par ménage et par an. Ce chiffre tient compte des coûts d'animation des ateliers de formation et de démarrage, des agents de terrain recrutés localement, de la formation des participants et du personnel, aussi bien que de la recherche et du suivi participatifs. Au Népal, le PAM a pratiqué une approche participative intensive en faisant appel à des experts techniques et à des observateurs locaux. Le coût d'élaboration de cette approche participative pour toute la durée du programme a été d'environ 3,20 dollars par ménage.
27. Par comparaison avec le coût moyen de la ration alimentaire distribuée pendant une année, soit de 100 à 200 dollars, le coût additionnel de trois à sept dollars engagé pour pratiquer une approche participative se justifie en permettant de mieux garantir que les vivres atteignent efficacement ceux qui en ont besoin. Par ailleurs les coûts additionnels ont de fortes chances d'être inférieurs pour beaucoup de programmes. Tandis que les activités de création d'actifs, comme dans le programme de conservation des sols et de l'eau en Ethiopie, exigent une plus grande participation pour que les intéressés s'approprient la maîtrise des actifs nouveaux, d'autres activités, d'alimentation scolaire ou de santé maternelle et infantile par exemple, nécessitent des approches participatives de caractère moins intensif.



PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'APPROCHE PARTICIPATIVE DU PAM

Principes

28. Du point de vue du PAM, le concept de participation peut être présenté comme suit:
- L'approche personnaliste est celle qui a la probabilité la plus élevée de succès parce qu'elle offre le potentiel d'amplifier la voix des plus vulnérables. La participation fait intervenir les femmes et les hommes, en leur permettant d'influer sur leur sécurité alimentaire par le biais du renforcement de leur autonomie décisionnelle. Ces processus développent les connaissances et les compétences, ainsi donc que l'autodépendance. Au degré le plus élémentaire, la participation suppose la consultation, l'échange de connaissances, et des arrangements équitables en ce qui concerne le partage des avantages.
29. L'expérience qu'a acquis le PAM de la participation et les engagements qu'il a pris à cet égard peuvent se résumer par l'énoncé des principes ci-après:
- La participation est un processus complexe qui connaît peu d'approches, de méthodes ou de principes universels. Le PAM est sensible à l'importance de la souplesse et à la nécessité d'élaborer des programmes adaptés aux situations et aux capacités locales.
 - Un effort délibéré doit être fait de sorte que l'application d'approches participatives ne donne pas lieu à des attentes qui ne pourront être satisfaites.
 - Le PAM cherche à travailler avec les communautés pour que ses programmes d'aide aient pour bénéficiaires les plus pauvres et les groupes marginalisés, et pour renforcer la représentation de ceux-ci dans les structures communautaires. Le PAM plaide en faveur du droit de ces personnes à se faire entendre.
 - Le PAM considère la participation à la fois comme un moyen de faire parvenir aux groupes marginalisés une aide du type et du niveau appropriés, et comme une fin, l'autodépendance et l'autonomie décisionnelle des femmes et des hommes étant en cause. Les programmes du PAM appliquent des techniques participatives pour la collecte de données et la génération de consensus visant à permettre aux plus pauvres de déterminer dans quel sens agir.
 - La participation, dans le cadre des programmes du PAM, responsabilise les femmes. Les programmes du PAM visent à dépasser les inégalités entre les sexes en donnant aux femmes la possibilité de faire entendre leur voix.
 - La participation est un processus qui devrait être partie intégrante des programmes et se développer autant que le permet la situation. Si le PAM ne prescrit pas un ensemble normalisé d'étapes ou d'actions, les bureaux de pays sont encouragés à procéder à une planification stratégique en vue de développer la participation aux différentes étapes de la mise en œuvre des programmes.
 - Le PAM s'efforce de renforcer la participation dans le cadre des opérations d'urgence, au-delà du partage de l'information. L'expérience montre que les participants, à partir de ce point d'entrée, devraient être de plus en plus étroitement associés aux décisions qui affectent leur vie, autant que la situation le permet.
 - La participation ne devrait pas se confiner au travail à l'échelon communautaire. Le PAM travaille avec des organismes de contrepartie pour établir des partenariats efficaces, par exemple dans les domaines du partage et de l'analyse de données, de l'obtention d'un consensus sur l'application des critères de ciblage, et du suivi de la sécurité physique et de la sécurité alimentaire.



30. Le PAM prendra les mesures nécessaires pour rendre opérationnels ces principes en recherchant les occasions d'apprentissage au contact du terrain, et en affectant des ressources à l'élaboration d'outil participatifs et à la formation à leur usage. Le PAM se concentrera plus particulièrement sur les éléments décrits ci-après.

Evaluation des besoins

31. L'évaluation des besoins—à savoir l'évaluation de l'ampleur et des causes de l'insécurité alimentaire—est un point de départ important pour les programmes du PAM. L'évaluation des besoins devient de plus en plus participative avec l'utilisation des outils d'ERP ou les entretiens de groupe avec des interlocuteurs privilégiés. Une plus forte composante de participation dans l'évaluation des besoins suppose de trouver un équilibre entre les responsabilités locales et le contrôle central. Elle suppose aussi d'élargir la gamme des techniques et des outils participatifs utilisés.
32. L'évaluation participative de la pauvreté, qui complète les évaluations classiques (voir tableau 2), en est un bon exemple. De manière générale, ces évaluations se fondent sur la participation de petits groupes caractéristiques de personnes vulnérables, qui se font les porte-parole du plus grand nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La centralisation des données et le dialogue avec le gouvernement central demeurent des éléments essentiels de la démarche, mais les approches participatives permettent aux pauvres de se faire entendre.
33. Pour procéder à l'évaluation des besoins, les outils participatifs sont d'ores et déjà utilisés par nombre d'ONG actives dans le domaine des secours, comme le *Save the Children Fund* (Royaume-Uni), OXFAM, ou encore Action contre la faim (ACF). Au Libéria, le PAM a effectué des EPR en combinaison avec des entretiens semi-structurés et des enquêtes nutritionnelles (de criblage anthropométrique) pour déterminer le niveau de l'insécurité alimentaire. Les informations recueillies ont compensé l'absence de données de référence.
34. Bien que les méthodes participatives exigent une phase préparatoire plus longue, dans la plupart des cas il suffit de s'y prendre plus tôt et d'ordonnancer les activités de conception de telle sorte que les travaux préparatoires se fassent avant l'arrivée des produits. Dans la plupart des programmes de pays, par exemple, il s'écoule un délai entre l'approbation du programme et les premières distributions de produits d'aide alimentaire, ce qui laisse le temps de mener les évaluations participatives.
35. Dans les situations d'urgence, du personnel additionnel est souvent recruté rapidement pour des missions de durée limitée. Souvent ce personnel connaît mal le contexte de l'urgence, la population touchée et les outils participatifs. La formation continue et de nouvelles actions de formation permettront de surmonter certaines de ces contraintes. Il est par ailleurs souvent difficile d'obtenir des informations fiables lorsque les problèmes de subjectivité sont intensifiés par des situations de conflit, comme dans d'autres situations où les gens sont trop absorbés par la survie immédiate pour participer. Ce sont là les facteurs qui détermineront dans quelle mesure on pourra pratiquer des approches participatives dans le cadre du processus d'évaluation des besoins. Le PAM travaille à prendre ces facteurs plus systématiquement en compte et à user des outils participatifs même dans les situations de secours. La prochaine version révisée des directives visant l'évaluation des besoins d'urgence donnera aux outils participatifs un rôle important.



Ciblage des plus pauvres

36. Pour le PAM, le ciblage consiste à sélectionner les zones, les groupes de population et les ménages qui recevront une aide alimentaire. Le ciblage participatif peut consister à permettre à la communauté d'influer sur le choix des critères de ciblage, en décrivant elle-même les caractéristiques de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté dont elle souffre, ou bien à confier la responsabilité du ciblage aux organisations communautaires locales de la zone concernée.
37. Le PAM a lancé plusieurs initiatives qui visent à intégrer les approches participatives aussi tôt que possible dans la phase de conception des programmes. Par exemple, au Népal et au Bangladesh, les initiatives pilotes en cours ont vocation de générer une connaissance complète des structures de la communauté, de sa vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et des besoins de renforcement des capacités. On comprend de mieux en mieux en quoi le ciblage des groupes les plus menacés par l'insécurité alimentaire doit être fait en tenant compte des perceptions de la communauté et de ses propres critères de vulnérabilité. L'application des approches participatives peut mettre en relief l'appréciation locale de ce qu'est la vulnérabilité, par exemple en utilisant des données ventilées par sexe pour mieux comprendre les relations entre hommes et femmes dans le contexte de la culture et des coutumes locales. Des outils comme la cartographie et l'empilage proportionnel (voir tableau 2) ont été utilisés pour recueillir les informations nécessaires au ciblage, par exemple l'analyse de l'économie alimentaire des ménages au Rwanda dans l'après-guerre. Au Kenya, les communautés ont effectué leurs propres activités de ciblage avec un appui technique du PAM.
38. Le choix des bons outils dépend de la situation, même si ceux-ci se prêtent à être adaptés à des contextes spécifiques. Les principales contraintes, lorsque l'on adapte ces outils, tiennent au facteur temps, au niveau de compétence du personnel ou des partenaires, à la nécessité d'assurer la cohérence des données à l'échelle du programme, et à celle de bien comprendre la dynamique sociale au sein des communautés.

Choix et exécution des activités

39. Lorsque l'aide alimentaire sert à appuyer la création d'actifs, l'approche participative veut que la communauté, et en particulier les groupes marginalisés au sein de celle-ci, soient associés aux décisions relatives au choix des actifs les plus utiles. Dans certains cas, le PAM ou les ONG partenaires consulteront les communautés, à l'aide des outils d'ERP, pour décider quels actifs sont appropriés, et assureront la médiation nécessaire entre les différents groupes. Dans d'autres cas, le PAM concevra ses programmes à partir d'un "microprojet" pour permettre aux organisations communautaires de dresser leurs propres plans, et d'établir des mécanismes locaux d'approbation.
40. La participation communautaire est cruciale pour répondre aux priorités définies dans la politique visant à favoriser le développement, et notamment pour permettre aux ménages pauvres d'investir dans la formation de capital humain par l'éducation et la formation pratique, permettant ainsi aux familles pauvres d'acquérir et de conserver des actifs qui atténueront les effets des catastrophes naturelles, et aux ménages dont la sécurité alimentaire dépend de ressources dégradées de se convertir à des modes de vie plus durables.
41. La gestion et l'exécution au jour le jour des programmes appuyés par le PAM peuvent faire intervenir des organes des pouvoirs locaux, des ONG ou des groupes communautaires. Quelle que soit la situation, les bureaux de pays peuvent mettre en œuvre diverses techniques qui permettent de mieux comprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas, et ce qui, de l'avis des bénéficiaires, permettrait d'améliorer la distribution des



produits alimentaires et la conception des activités. A leur nombre figurent notamment "l'analyse des parties prenantes" et "l'analyse des champs de forces" (voir tableau 2).

42. Il importe de noter que pratiquer une approche participative ne signifie pas qu'il pourra être donné suite à toutes les sollicitations, et que la participation à la conception ne garantit pas automatiquement la participation au stade de l'exécution. Toutefois l'échange de vues et la discussion permettent de mieux prendre conscience des enjeux et des grandes lignes qui devront déterminer l'exécution ou le remaniement des programmes. Le PAM est sensible à la nécessité d'une rétroaction continue, et il s'efforce de faire en sorte que les priorités et les opinions des participants et des parties prenantes soient entendues et prises en compte dans l'exécution et la conception des activités futures.

Suivi

43. Pour compléter les méthodes plus traditionnelles de suivi quantitatif, le PAM a introduit des approches participatives nouvelles d'ERP et d'apprentissage-action qui font intervenir le personnel du PAM, les homologues nationaux et les bénéficiaires dans l'analyse et la réflexion sur la manière dont un programme avance, et sur la recherche d'un consensus au sujet des mesures à prendre. Ces approches participatives et sexospécifiques permettent de saisir les points de vue et les opinions des différents acteurs. De telles méthodes, moins dirigistes et inquisitoriales, permettent, si elles sont convenablement appliquées:
- de mesurer instantanément l'efficacité des initiatives du PAM;
 - d'accroître le sentiment de maîtrise et la durabilité en faisant intervenir un nombre plus grand de parties prenantes dans le processus de suivi;
 - de renforcer les capacités locales de réflexion, d'analyse et de choix de mesures correctives; et enfin
 - d'assurer la participation des femmes.
44. En outre, il importe de suivre l'efficacité avec laquelle les approches participatives répondent aux objectifs spécifiques de responsabilisation et d'inclusion. Le PAM utilise plusieurs outils, par exemple l'horloge de 24 heures et la cartographie communautaire (voir tableau 2), pour associer davantage de parties prenantes au suivi et pour incorporer les connaissances et les expériences locales au cours de la conception et en vue du retrait progressif. Le suivi des contacts avec les bénéficiaires met en évidence qu'il importe de savoir comment les bénéficiaires considèrent les programmes du PAM, comment les activités affectent leur vie et, en particulier, comment ils jugent le choix des activités et leur ciblage. Au Mozambique, le PAM a suivi les effets de l'aide alimentaire dans les phases aiguës des inondations, en se fondant principalement sur les perceptions et les priorités des victimes de la catastrophe. Ces méthodes, parallèlement aux méthodes quantitatives plus classiques, permettent de disposer d'un système de suivi solide qui facilite l'amélioration de la gestion des programmes.

Renforcement des capacités

45. Le renforcement des capacités des bénéficiaires, des homologues, des partenaires et du personnel du PAM est conçu pour faire comprendre les situations, développer les savoirs et renforcer les compétences des personnels. Bien que le processus soit engagé au sein du PAM, il y a encore à faire pour que le personnel soit en mesure de concevoir, exécuter et suivre avec succès et de manière participative des activités appuyées par l'aide alimentaire. Ce processus exige un fort engagement de tous en termes de ressources et de développement des compétences. Les attitudes qui favorisent la participation sont à cet égard une première étape importante.



46. Le PAM continue à générer chez les homologues gouvernementaux une conscience plus aiguë des avantages qu'il y a à adopter des approches participatives, et à les aider en ce sens en élaborant de nouvelles approches de la formation. Il agit en réalisant des monographies et en menant des formations à l'usage des outils et des pratiques participatifs. En Inde, par exemple, le PAM a formé des agents de contrepartie à la microplanification et aux méthodes d'ERP (voir tableau 2). Il continue par ailleurs à mettre en place des mécanismes qui facilitent la collaboration avec les ONG et permettent d'améliorer les dispositions stipulées dans les accords officiels.
47. Des programmes de formation à la gestion et de caractère technique sont organisés à l'intention des chefs et des membres des organisations populaires. Le PAM aide également les gouvernements à assurer la formation du personnel de ses organes administratifs, des ONG partenaires et d'autres organisations communautaires.

Retrait progressif

48. La difficulté que pose la programmation de la réduction de l'aide et de son retrait progressif peut être atténuée par un processus d'écoute des participants et des autres parties prenantes pour mieux saisir leurs préoccupations et planifier conjointement les solutions à mettre en œuvre. Par exemple le processus mis au point en utilisant des outils comme l'enquête d'appréciation (voir tableau 2) permet de déterminer le calendrier de retrait et les impératifs de filets de sécurité, et de jeter les bases d'une société civile plus forte. Les activités qui renforcent les capacités des groupes marginalisés permettent en même temps de réduire, à terme, le besoin d'interventions du PAM, et favorisent les stratégies de retrait progressif réussi. Au Guyana par exemple, les activités communautaires d'amélioration des terres et de relèvement de l'infrastructure productive ont permis d'accroître la productivité agricole pendant la durée du programme, et d'améliorer la sécurité alimentaire des agriculteurs pauvres. Les activités de formation et de génération de revenu destinées aux groupes communautaires d'auto-assistance et aux travailleurs non qualifiés ont permis de réduire progressivement, puis de retirer l'aide du PAM.

Partenariat

49. Le PAM continue à développer son activité de programmation personnalisée en partenariat avec les gouvernements, les autres organismes des Nations Unies et les ONG partenaires, les organisations de la société civile et les groupes de population qui ont le plus besoin d'avoir accès aux vivres. Conformément aux conclusions du bilan commun de pays et aux directives du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le PAM souscrit pleinement à une collaboration étroite avec la société civile¹⁰ et veille tout particulièrement à se mettre à l'écoute des organisations qui représentent les intérêts des groupes marginalisés au niveau national. Travailler avec les ONG locales et les organismes communautaires facilite l'accès aux pauvres, et ces partenaires aident le PAM à combler le fossé qui sépare la planification au niveau national des activités mises en œuvre au niveau des communautés.
50. Le PAM est aussi membre du Groupe de travail interorganisations sur les approches participatives, et collabore étroitement avec la FAO et le FIDA. Les trois organismes basés à Rome collaborent également avec le PNUD et le Département du développement international pour promouvoir les approches visant à améliorer les moyens d'existence. Dans ce cadre, le PAM contribue à l'enrichissement de l'expérience collective et à

¹⁰ Nations Unies, 1999. Directives du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, Directives du bilan commun de pays. ONU, New York.



l'élaboration en commun d'approches participatives et d'outils d'analyse. Les partenariats établis au niveau des pays avec le PNUD, la Banque mondiale, le FIDA et la FAO, les donateurs bilatéraux, et les ONG continueront de faciliter l'application par le PAM des approches participatives.

51. En tant que membre du Comité permanent interorganisations (IASC), le PAM observe les directives relatives au processus d'appel commun. L'accent qu'elles placent sur la collaboration avec les partenaires locaux renforce l'engagement du PAM à être à l'écoute des populations touchées par les crises, et de travailler avec et par le biais des structures représentatives. En ce qui concerne la protection des personnes déplacées, le PAM appuie l'approche interorganisations formulée dans le document d'orientation de l'IASC sur la "Protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays" (décembre 1999) et les "Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays", ces deux textes soulignant l'importance de la participation des personnes déplacées.

PROCHAINES ETAPES

52. Le PAM a récemment lancé plusieurs activités qui lui permettront d'appliquer plus systématiquement les principes de participation succinctement présentés ici. Il porte une attention particulière à la préparation et à la mise à l'épreuve sur le terrain d'une trousse d'outils participatifs, qui prévoit la formation de points de contact et d'autres acteurs déterminants dans certains bureaux de pays. La trousse d'outils sera fondée sur l'expérience la plus récente du PAM et donnera des conseils pratiques sur l'utilisation des outils participatifs dans tous les programmes du PAM: opérations d'urgence, IPSR, programmes de pays, et projets de développement. Le PAM empruntera aussi aux outils de plusieurs autres organismes et les adaptera à la problématique spécifique qu'il partage avec ses partenaires.
53. En outre, le PAM projette de renforcer ses programmes actuels de formation aux approches participatives. Vingt-cinq formateurs de toutes les régions où le PAM mène des programmes seront formés à l'utilisation de la trousse d'outils participatifs. A leur tour, ils formeront le personnel de terrain et assureront l'appui au niveau des régions et des pays. La dotation spéciale pour l'amélioration de la qualité et de l'impact des programmes permettra de financer la mise au point de la trousse d'outils et la formation initiale. Le personnel du PAM recevra également une formation modulaire, dans le cadre des stages qui seront organisés, fin 2000 et début 2001, au titre de la stratégie visant à favoriser le développement et les réponses aux situations d'urgence.
54. Le PAM veillera à ce que son travail dans le domaine de la participation soit intégré et amplifié dans les autres initiatives qu'il mène, notamment dans les directives relatives à l'évaluation des besoins d'urgence, les directives relatives à l'évaluation de la vulnérabilité et les directives relatives au suivi. Le PAM tirera aussi bénéfice des activités qu'il prévoit de mener avec la FAO et le FIDA en ce qui concerne les moyens d'existence durables, dans des domaines tels que l'usage d'outils pour une programmation souple et pour l'évaluation des moyens d'existence.

